

Opinion | Santé et réchauffement climatique : anticipons l'inéluctable

Le réchauffement climatique a et aura de nombreuses conséquences sur la santé et le bien-être des populations et des générations futures. Parmi celles-ci, [l'augmentation des concentrations dans l'air des pollens](#) (comme l'ambrosie, qui pourrait quadrupler d'ici 2050) favorisera l'asthme et les rhino-conjonctivites allergiques.

Les épisodes de vagues de chaleur seront plus fréquents et plus intenses dans les années à venir, risquant de mettre à mal les capacités de thermorégulation du corps humain, notamment celui des personnes les plus vulnérables (sujets âgés, nourrissons et jeunes enfants, travailleurs en extérieur, personnes en situation de précarité). Un climat plus chaud risque par ailleurs de favoriser la survenue de pathologies tropicales comme le paludisme ou la dengue dans nos contrées.

À cette liste non exhaustive s'ajoutent les [troubles psychiatriques liés à l'ensemble des changements environnementaux](#), tels que l'état de stress post-traumatique à la suite d'une catastrophe naturelle, le trouble anxieux généralisé ou la dépression liée aux conséquences des changements environnementaux.

Des adaptations nécessaires du système de santé aux conséquences du réchauffement climatique

Les hôpitaux subiront les répercussions des événements climatiques qui entraîneront notamment une hausse des hospitalisations et des consultations. Pour répondre aux besoins de la population, les professionnels et les infrastructures de santé doivent donc être prêts à intervenir lors d'un événement météorologique extrême – canicules, pluies abondantes ou inondations –, mais également en amont et en aval de ces événements, afin de prévenir et de soutenir les populations sur le long terme.

Or les professionnels de santé sont peu formés à ces enjeux et les hôpitaux ne s'adaptent que marginalement au changement climatique. Il devient nécessaire que le secteur de la santé mette en place des stratégies d'adaptation et d'atténuation du réchauffement climatique et que le futur [Plan National d'Adaptation au Changement Climatique \(PNACC\)](#) prenne la mesure du défi sanitaire.

Une volonté politique indispensable pour initier et accompagner le changement

Les établissements de santé ont aussi une part de responsabilité, fût-elle marginale, dans le réchauffement climatique, notamment via l'émission de gaz à effet de serre provenant du chauffage, de la ventilation et de la climatisation de leurs locaux, mais également de la production de déchets et de la grande consommation d'eau potable propre à ces établissements, lesquels figurent parmi [les plus gros consommateurs d'eau de leurs communes respectives](#).

Ces structures se doivent de devenir plus exemplaires et vertueuses énergétiquement et de s'insérer dans le grand défi que représente le réchauffement climatique. Ainsi, elles pourraient mettre en place des mesures permettant d'améliorer la qualité de vie au travail de leurs employés et le bien-être des patients. À titre d'exemple, les hôpitaux pourraient participer de la réduction des îlots de chaleur urbains en plantant des arbres dans leurs cours et leurs allées, en végétalisant leurs murs et en privilégiant des toits blancs, lesquels absorbent moins la

chaleur. Le [Spaulding Rehab Center de Boston \(États-Unis\)](#) est un précurseur en la matière. Cet établissement de santé est en effet en mesure de fonctionner en autonomie complète pendant 4 jours grâce à son architecture pensée pour s'adapter au réchauffement climatique et aux aléas météorologiques à venir.

Au regard des difficultés graves et structurelles rencontrées par les professionnels de santé – liées notamment au manque de moyens financiers et humains ainsi qu'à l'épuisement du personnel et au vieillissement de la population – la nécessité de s'adapter au réchauffement climatique et à ses conséquences inévitables peut sembler secondaire. Ce serait méconnaître le caractère imminent de ce phénomène généralisé et durable. De la nécessité d'un "principe d'anticipation" et du surcroît de lucidité qui doivent désormais sous-tendre l'action des professionnels de santé et de nos responsables politiques, au plus haut niveau de l'État.